



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 06 février 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne  
et de l'Ariège  
Subdivision Environnement Industriel  
ENV 7

Affaire suivie par : Thierry REDONNET  
N/Référ : TR/ n° 2014/135

Téléphone : 05 61 15 39 97  
Télécopie : 05 61 15 39 88  
Courriel : thierry.redonnet  
@ developpement-durable.gouv.fr

### **Objet: Installations Classées pour la protection de l'Environnement**

Demande changement d'exploitant présentée par la société BOUYER-LEROUX STRUCTURE pour la carrière de la société IMERYS TC sise sur le territoire de la commune de COLOMIERS.

### **Textes de référence : Code de l'Environnement**

**Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié**

**Arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié**

**Arrêté ministériel du 31 juillet 2012**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Par courrier en date du 11 octobre 2013, la société BOUYER-LEROUX STRUCTURE sollicite de Monsieur le Préfet de l'Ariège l'autorisation de changement d'exploitant de la carrière de la société IMERYS TC sise sur le territoire de la commune de COLOMIERS.

En effet, le Président Directeur Général sollicite le changement d'exploitant profit de la société susvisée, conformément aux dispositions des articles R.516-1 et R.512-31 du Code de l'Environnement.

La société IMERYS TC est autorisée par arrêté préfectoral du 08 février 2001 à exploiter une carrière d'argiles pour une durée de 30 ans et une extraction moyenne annuelle de 400 000 tonnes avec une production maximale de 600 000 tonnes.

Le 26 juillet 2013, l'Autorité de la Concurrence a autorisé sous conditions l'acquisition des actifs d'IMERYS STRUCTURE par la SAS BOUYER-LEROUX.

Le contrat de cession a été signé le 12 décembre 2012 avec 2 avenants le 15 avril 2013 et le 30 septembre 2013.

Sur le site de la carrière au lieu dit « la Sauvegarde », l'activité sera conservée à l'identique. La méthode d'exploitation, la production et la remise en état prévues à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 08 février 2001 seront les mêmes.

**Présentation de la société :**

La société BOUYER-LEROUX STRUCTURE, dont le siège social est sis à l'Etablère 49 280 LA SEGUINIÈRE est immatriculée au RCS d'Angers sous le n° 529 105 843 pour l'activité principale suivante :

« Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite »

L'établissement secondaire dont dépend la carrière est l'établissement de Colomiers dont l'activité principale est :

« Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite »

**Capacités techniques et financières**

La société BOUYER-LEROUX STRUCTURE possède les capacités techniques et financières pour exploiter la carrière d'argiles située au lieu dit "la Sauvegarde" à Colomiers conformément aux informations fournies par l'exploitant dans son dossier de changement d'exploitant.

**Maîtrise foncière**

La société BOUYER-LEROUX STRUCTURE dispose de la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains concernées par ses activités. Les parcelles concernées sont propriété de la société BOUYER-LEROUX STRUCTURE. Les actes notariés figurent dans le dossier de demande de changement d'exploitant.

Cette demande est instruite dans les formes prévues à l'article R 512-31. La décision du Préfet doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

La société BOUYER-LEROUX STRUCTURE doit fournir de nouvelles garanties financières dont le montant est calculé conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 avec le dernier indice TP 01 connu. Le document attestant de la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

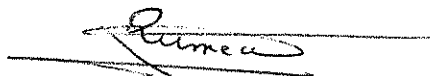
L'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation sera modifié en ce qui concerne le titulaire qui passe de la société IMERYS TC à la société BOUYER-LEROUX STRUCTURE dont le siège social est situé à l'Etablère 49 280 LA SEGUINIÈRE.

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à cette demande et invite de soumettre cette modification à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites avant de proposer le projet d'arrêté préfectoral à la signature de Monsieur le Préfet.

Pour le DREAL et par subdélégation  
L'inspecteur de l'environnement

Thierry REDONNET

Vérifié et validé le 06/02/2014  
L'inspecteur de l'environnement



Dominique RUMEAU

## **Projet Arrêté Préfectoral Complémentaire**

Autorisant la société BOUYER LEROUX STRUCTURE à exploiter, à ciel ouvert, une carrière  
d'argiles  
au lieu-dit « Sauvegarde » sur le territoire de la commune de COLOMIERS.

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées  
Préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'Honneur

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516.1 et suivants du Code de l'Environnement
- Vu l'arrêté préfectoral du 08 février 2001 modifié le 11 janvier 2007 autorisant la Société IMERYS STRUCTURE à exploiter une carrière d'argiles sur le territoire de la commune de COLOMIERS au lieu-dit « Sauvegarde » jusqu'au 08 février 2031 ;
- Vu le procès verbal de récolement partiel du 14 mars 2008 ;
- Vu le récépissé délivré par la Préfecture de la Haute-Garonne donnant acte d'une fin de travaux sur 4 parcelles représentant une superficie globale de 6 ha 40 a 26 ca, du 02 avril 2008 ;
- Vu la demande en date du 11 octobre 2013 par laquelle la Société BOUYER-LEROUX STRUCTURE - dont le siège social est situé à L'Etablère – 49 280 LA SEGUINIÈRE sollicite le transfert de l'autorisation susvisée en sa faveur ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 janvier 2014 ;
- Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, « formation spécialisée carrière », en date du XX XXXX XXXX
- CONSIDERANT que la demande présentée par la Société BOUYER-LEROUX STRUCTURE est recevable ;
- CONSIDERANT que la Société BOUYER-LEROUX STRUCTURE présente les garanties techniques et financières nécessaires à l'exploitation d'une carrière ;
- Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est transférée à la Société BOUYER-LEROUX STRUCTURE - dont le siège social est situé

à L'Etablère – 49 280 LA SEGUINIÈRE, l'autorisation d'exploiter une carrière d'argiles sur le territoire de la commune de COLOMIERS au lieu dit «La Sauvegarde ».

#### **Article 2 :**

L'arrêté du 08 février 2001, applicable dans son intégralité à la présente demande, est modifié par les articles ci-dessous.

#### **Article 3 :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 08 février 2001 est modifié comme suit :

La Société BOUYER-LEROUX STRUCTURE est autorisée à exploiter une carrière d'argiles sur le territoire de la commune de Colomiers, lieu dit «La Sauvegarde » sur les parcelles désignées ci-dessous :

- Section CV du plan cadastral : n° 4, 7, 15, 16, 17, 32p et 33p,
- Section CS du plan cadastral : n° 66.
- 

La superficie cadastrale est de 40 ha 12 a 10 ca.

#### **Article 3 : Montant des garanties financières**

L'article 23 de l'arrêté préfectoral du 08 février 2001 est modifié comme suit :

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant de la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 31 juillet 2012.

Un nouveau calcul des garanties financières doit être effectué en application de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières. Le dernier indice TP01 connu doit être pris comme référence. L'acte de cautionnement doit être transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne dès la notification de l'arrêté.

#### **Article 4 :**

La notification du présent arrêté sera publiée par les soins du Préfet, et aux frais du demandeur dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins du maire de COLOMIERS, dans les lieux habituels d'affichage municipal.

#### **Article 5 :**

Délai et voie de recours : le demandeur ou l'exploitant dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite au Tribunal Administratif de TOULOUSE.

#### **Article 6**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la HAUTE-GARONNE,
- Le Maire de COLOMIERS,
- Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société BOUYER-LEROUX STRUCTURE.